



FÉDÉRATION NATIONALE DE LA LIBRE PENSÉE

Membre de

l'Association Internationale de la Libre Pensée (AILP)

10/12 rue des Fossés-Saint-Jacques 75005 PARIS

Tél. : 01 46 34 21 50

libre.pensee@fnlp.fr - <https://www.fnlp.fr>

- DECLARATION -

Après le 2^e Tour des élections législatives

Tout est possible, à deux conditions :

- La rupture totale avec le système !
- En finir avec les Institutions de la V^{ème} République

Le résultat est clair et net :

- Échec patent de l'extrême-droite, rejetée massivement par le pays.
- Rejet écrasant confirmé d'Emmanuel Macron et de la Macronie.
- La Gauche unie (NFP) remporte la majorité à l'Assemblée nationale

Mais soyons lucides : Tout va être fait, par certains dans tous les camps, pour voler la victoire du 7 juillet 2024 au peuple. Le pays sera ingouvernable si nous restons dans le cadre des **Institutions de la V^{ème} République**.

Tous ceux qui voudront respecter la volonté populaire seront immanquablement amenés à remettre en cause l'obstacle que représente la **Constitution** réactionnaire et liberticide de la **V^{ème} République**. Nul doute que le Peuple le soutiendra dans cette entreprise salutaire

Si nous voulons respecter la volonté populaire, il faut briser les Institutions réactionnaires et en finir avec la **V^{ème} République**. On ne peut respecter la volonté populaire et appliquer le programme de la **Gauche unie** qui vient d'emporter les élections, en mettant en œuvre les combines politiciennes de la **V^{ème} République**.

Emmanuel Macron a utilisé tous les mécanismes de la **V^{ème} République** pour ouvrir la voie à l'extrême-droite sur l'orientation « **Moi ou le chaos** ». On a eu « le chaos » et « lui » et il faut en finir avec « **Jupiter** » pour se débarrasser du chaos.

∴

Comment a-t-il été possible d'en arriver là ?

Nous avons lu avec intérêt sur *Médiapart* du 5 juillet 2024 :

Le déséquilibre entre le **pouvoir Législatif** et celui de **l'Exécutif** n'a cessé de s'accroître au rythme des révisions constitutionnelles. Tant et si bien, indique **Marie-Laure Basilien-Gainche**, qu'un gouvernement **d'extrême-droite** pourrait sans difficulté « *mettre au pas l'administration sur des critères racistes* ». Et ce, d'autant plus aisément qu'il profiterait d'une majorité, absolue ou relative, composée de députés dont les compétences législatives ne sautent pas aux yeux. « *L'Assemblée deviendrait plus que jamais une chambre d'enregistrement, poursuit la juriste. Et l'emprise de l'Exécutif s'affirmerait davantage encore...* »

Réforme après réforme, les gouvernements précédents ont pavé la voie à un pouvoir autoritaire, en accélérant l'adoption de mesures liberticides. « *C'est un boulevard qui a été ouvert* », affirme encore **Marie-Laure Basilien-Gainche**. « *Nous sommes arrivés à la veille d'une élection dans une situation de fragilisation extrême. S'il arrive au pouvoir, le RN pourra à la fois faire un usage plus grave, plus discriminatoire et plus liberticide de l'arsenal juridique existant. Il viendra menacer davantage l'État de droit en adoptant de nouvelles lois et de nouvelles règles* », explique **Stéphanie Hennette-Vauchez**.

Depuis 2017, **Emmanuel Macron** n'a cessé de s'attaquer à l'édifice légal des libertés, faisant entrer dans le droit commun des mesures d'exception. On ne compte plus le nombre de dispositions adoptées ces dernières années, au nom de la sécurité, de la lutte contre le terrorisme ou de l'urgence sanitaire.

La **V^{ème} République** est le terreau sur lequel prospère **l'extrême-droite**. C'est pourquoi la seule solution est de mettre en œuvre une **Assemblée constituante élue et souveraine** pour que le Peuple, et lui seul, décide des institutions qu'il souhaitera pour le représenter et défendre ses intérêts.

∴

Comprendre pour agir

À son **Comité général** de septembre, la **Fédération nationale de la Libre Pensée** a, à son ordre du jour, la mise en œuvre du **Procès de la Macronie**, où nous établirons toutes les responsabilités des uns et des autres dans cette forfaiture politique au compte du **Capital**.

Nous n'oublierons rien, pas un mot, pas un acte, pas une forfaiture de celles et de ceux qui ont ouvert la voie à l'extrême-droite par une campagne de haine, digne de **Gringoire** (1) contre les **Immigrés**, les **Musulmans**, et contre **LFI** et **Jean-Luc Mélenchon** qui refusaient de se joindre à ce cortège ignoble de xénophobie et de racisme.

La **Libre Pensée** se fera un devoir et un plaisir à mettre sur la place publique toutes leurs déclarations, actes et turpitudes. Nous n'oublierons pas, nous n'oublierons rien, car ce qu'ils furent, ils le seront toujours. Quand on trahit une fois, on trahit toujours après, c'est le prix de la gamelle.

Nous disons « **Macronie** » et non « **Macronisme** », car utiliser cette expression sous-entendrait que l'on a affaire à une pensée politique (un système), alors que la « **Macronie** » n'est qu'une combine, celle des « *copains et des coquins* » qu'avait initiée **de Gaulle** et ses barbouzes et qu'**Emmanuel Macron** a élevé au rang d'Institution et de pratique généralisée d'État. Les **Macronistes** servent le **Capital** et au passage ils se servent allégrement sur le bien public.

Emmanuel Macron a ouvert le chemin à **l'extrême-droite**, nous n'en n'avons pas fini avec elle, mais dans le même temps dans ce combat, il faut expurger fort le pays de la **Macronie** et des

Macronistes. C'est pourquoi la **Libre Pensée**, avec tous ceux qui veulent participer à cet assainissement du pays, organise ce procès public de la **Macronie**.

La **Libre Pensée** appelle les militants, les syndicalistes, les travailleurs immigrés, les démocrates, les laïques, les intellectuels à venir témoigner au **Procès public de la Macronie** en indiquant les exactions de celle-ci dans leurs secteurs. **Prenez contact pour cela avec la Libre Pensée :** libre.pensee@fnlp.fr

∴

Aujourd'hui tout est possible, à la seule condition de faire une **rupture totale** avec tout ce qui s'est passé depuis des années. La rupture, c'est d'abord tout de suite :

L'abrogation des lois scélérates « *loi scélérate Cazeneuve de 2017 sur la sécurité publique* », « *Sécurité globale* », « *Séparatisme* », « *Immigration* » !

- **L'abrogation des lois et mesures antisociales** « *Retraites* » et « *Décote* » « *Chômage* », « *Emploi* », « *RSA* », « *AME* » !
- **Abrogation de la loi Debré et de toutes les lois antilaïques !**

∴

La **V^{ème} République** a commencé par un coup d'État, elle finit dans la pourriture la plus abjecte, il faut en finir définitivement. Il faut balayer les **Institutions de la V^{ème} République**.

La parole au Peuple !
Constituante pour la République !



Note :

1- *Gringoire* est un hebdomadaire politique et littéraire français de droite fondé en 1928. C'est l'un des grands hebdomadaires de l'entre-deux-guerres, selon une formule inventée par le journal *Candide*, et qui est reprise, non seulement par *Gringoire*, mais aussi par les hebdomadaires de gauche *Vendredi* et *Marianne* : une place importante accordée à la politique, avec **Pierre Drieu la Rochelle** et **Francis Carco**. Le **Front populaire français** et le **Front populaire espagnol** sont vitupérés par l'hebdomadaire. Il prend parti pour les putschistes franquistes pendant la guerre civile espagnole, par opposition au communisme. En 1939, après la chute de la **République espagnole**, le journal dénonce violemment l'arrivée de réfugiés sur le sol français : « *L'armée du crime est en France, qu'allez-vous en faire ?* », interroge-t-il en une. Après la publication par *L'Action française* d'un article calomnieux accusant **Roger Salengro** d'avoir déserté pendant la Première Guerre mondiale, *Gringoire* lance une campagne de dénigrement contre le ministre de l'Intérieur. Quand **Salengro** se suicide, *Gringoire* ne manifeste aucun regret et **Philippe Henriot** et **Roland Dorgelès** rejoignent la rédaction. Après la défaite de 1940, *Gringoire* se replie en zone libre et approuve l'armistice du 22 juin 1940, puis la **Révolution nationale du maréchal Pétain**. (Source : *Wikipédia*)